



Bilan d'action

Plaidoyer pour le financement durable de la nutrition au Malawi

Pays : Malawi

Date : 2023

Thèmes : Mobilisation sociale, plaidoyer et communication

Sous-thèmes : Établir des dossiers d'investissement nationaux, étayés par des données et des preuves, afin d'encourager le plaidoyer en faveur de la nutrition



Résumé



L'insuffisance du financement consacré à la nutrition reste un problème au Malawi. Le financement insuffisant des programmes de nutrition perpétue un cycle de mauvais état nutritionnel et compromet le développement en entravant les efforts de lutte contre la malnutrition, en ayant un impact sur la santé publique, en freinant le développement économique et en compromettant le bien-être général et la productivité des individus et des communautés.



Objectifs du bilan d'action

Ce bilan d'action vise à souligner qu'un financement efficace de la nutrition joue un rôle crucial dans la mise en œuvre et l'intensification des interventions en matière de nutrition. L'analyse budgétaire permet de s'assurer que des ressources suffisantes sont disponibles pour lutter contre la malnutrition, en particulier au sein des populations vulnérables telles que les enfants, les femmes enceintes et allaitantes et les personnes vivant dans la pauvreté.



Période couverte

À la suite de la présentation du budget 2023-2024 au Parlement par le Ministère des finances, l'Alliance de la Société Civile pour la nutrition (CSONA) a facilité la réalisation d'analyses budgétaires approfondies au niveau national et au niveau des districts. Ces évaluations ont coïncidé avec l'impact destructeur du cyclone tropical Freddy.



Qu'est-ce qui a été fait ?

L'analyse budgétaire constitue une bonne pratique car elle utilise une approche qui s'est avérée efficace pour obtenir des résultats positifs et générer des avancées durables en matière de développement. Elle repose sur des preuves solides, des données fiables et des évaluations tirées des analyses budgétaires des années précédentes.

Reconnaissant l'importance de la collaboration sur les analyses budgétaires, la CSONA mobilise des experts financiers, des experts en nutrition, des ministères, des départements, des agences et des organisations de la société civile. Ces parties prenantes jouent un rôle crucial dans la réalisation d'analyses budgétaires pour la nutrition, permettant l'adoption d'une perspective multidimensionnelle, l'intégration de connaissances techniques et un plaidoyer efficace pour l'amélioration de l'allocation des ressources.

Les résultats de l'analyse budgétaire ont été rassemblés et présentés par la CSONA, en collaboration avec le Réseau agricole de la société civile et Oxfam, à la commission parlementaire du budget et des finances et à la commission parlementaire de la nutrition, du VIH et du sida.

La CSONA effectue des analyses budgétaires chaque année depuis 2017, et l'allocation budgétaire pour la nutrition est passée de moins de 1 % du budget national total à 1,6 %. Avant que la CSONA ne plaide en faveur d'une augmentation du budget consacré à la nutrition, les fonds alloués à la nutrition étaient limités, ce qui empêchait

le bureau du responsable principal de la nutrition, du VIH et du sida de coordonner et de mettre en œuvre efficacement les interventions en matière de nutrition.

Grâce aux initiatives de plaidoyer de la CSONA – telles que les réunions de lobbying avec les ministères et les départements gouvernementaux, la production de notes d'orientation sur l'importance d'un investissement accru dans la nutrition, la mobilisation des médias pour obtenir un soutien en la matière, et l'élaboration de notes d'information – le gouvernement a créé un poste de coûts protégé et consacré à la nutrition au niveau du district. De façon générale, ce poste de coûts constitue un budget spécifique consacré à toutes les activités et initiatives liées à la nutrition.

La mise en place d'un poste de coûts consacré à la nutrition est une mesure de développement durable, et ce pour deux raisons :

- Elle témoigne d'un engagement à traiter la malnutrition comme une priorité et permet d'accorder une attention et des ressources plus ciblées aux activités, aux interventions et aux programmes liés à la nutrition.
- Elle garantit que le gouvernement affectera toujours les ressources de manière plus efficace et plus efficace pour lutter contre la malnutrition et améliorer la coordination en matière de nutrition.



Que feriez-vous différemment ?

Deux choses auraient pu être faites différemment, à savoir rassembler à l'avance tous les documents nécessaires aux activités d'analyse budgétaire et mener des actions de plaidoyer budgétaire à tous les stades du cycle budgétaire, de son élaboration à sa mise en œuvre.

L'analyse budgétaire de cette année s'est heurtée à un grand défi avec le cyclone tropical Freddy, qui a fortement perturbé l'activité du pays et affecté l'allocation des ressources à de nombreux programmes,

y compris dans le secteur de la nutrition. Les efforts en cours consistent notamment à exhorter le gouvernement à veiller à ce que des mesures de préparation aux catastrophes – y compris l'aide d'urgence en matière de nutrition – soient en place. La CSONA s'est jointe à d'autres organisations de la société civile pour demander au gouvernement d'adopter un projet de loi sur la gestion des risques de catastrophe et de réviser la politique de gestion des risques de catastrophe.



Adaptation et applicabilité

En recueillant des preuves et des données sur la situation nutritionnelle du pays, l'impact de la malnutrition sur la santé et le développement économique, et les bénéfices potentiels des investissements dans la nutrition, il est possible de démontrer le besoin urgent d'un financement accru et les avantages à long terme qu'il peut procurer.

Il est primordial de comprendre le public ciblé par le plaidoyer en réalisant une cartographie des pouvoirs et en analysant leurs intérêts, car il s'agit des points d'entrée.

Si les actions de plaidoyer s'avèrent infructueuses, il convient d'évaluer les défis relevés, ce qui n'a pas fonctionné et la manière dont les actions pourraient être menées différemment. Il est nécessaire de déterminer les autres pistes à explorer et d'envisager de modifier la méthodologie utilisée.

Il convient de tenir compte de l'importance de la volonté politique dans tout nouveau contexte ; de comprendre le paysage politique, les politiques et les réglementations liées à l'alimentation, à la nutrition et à la santé ; de plaider en faveur de politiques et d'interventions fondées sur des données probantes et alignées sur les priorités locales ; de s'engager auprès des décideurs politiques, des organismes gouvernementaux et des parties prenantes pour promouvoir un financement durable de la nutrition.



Prochaines étapes

- Obtenir des décideurs politiques et des responsables gouvernementaux qu'ils respectent leurs engagements visant à donner la priorité à la nutrition et à lui affecter des ressources financières suffisantes.
- Plaider pour que la nutrition soit reconnue comme une question transversale nécessitant une collaboration et des investissements multisectoriels.
- Renforcer les capacités de collecte de données sur la nutrition, de suivi des progrès et d'évaluation de l'impact des interventions. Ces informations permettront de prendre des décisions fondées sur des données probantes, d'affecter des ressources et de mener des actions de sensibilisation.



Informations supplémentaires



https://cadrto.org/article/192804183601-mise-https://open.substack.com/pub/africabrief/p/civil-society-organizations-advocate?utm_source=direct&r=1nyd8x&utm_campaign=post&utm_medium=email



https://www.linkedin.com/feed/update/urn:li:activity:7063573494235578368?utm_source=share&utm_medium=member_android



Cette bonne pratique a été élaborée en collaboration avec le Réseau de la Société Civile SUN (SUN CSN). Pour plus d'informations sur le SUN CSN, veuillez consulter leur site web : <https://www.suncivilsociety.com/>

ScalingUp
NUTRITION

Réseau de la société civile

S'ENGAGER • MOTIVER • INVESTIR